

ess
France



FOCUS D'ESS FRANCE

La transition écologique, virage de l'ESS, virage vers l'ESS

“

Nous savons que l'humanité sait trouver les ressources non seulement pour s'adapter et survivre, mais aussi pour mieux renaître en mobilisant des forces collectives. C'est tout un système et l'état d'esprit qui doivent changer.

”

Jérôme SADDIER

Édito

L'ESS fait partie des conditions d'un « futur désirable » qui reposera sur une économie plus orientée vers les besoins humains, qui prendra sa part des enjeux de la transition écologique, qui incarnera un autre rapport au travail, et qui enrichira la démocratie. Ces attentes nous obligent. Individuellement et collectivement. Dans nos comportements, dans nos engagements et dans nos organisations. Les enjeux du pays nous concernent dans l'ESS plus que jamais.

Face à la crise que nous traversons, la conviction de notre utilité n'aura fait que se renforcer, l'ESS permettant de faire vivre la solidarité jusqu'au dernier kilomètre, assurant la réponse aux besoins essentiels de nos concitoyens, et s'appuyant (plus fortement que le reste de l'économie) sur l'emploi pour relancer les activités interrompues par la pandémie.

L'ESS permet d'apporter des réponses multiples, adaptées et innovantes, aux enjeux sociaux et environnementaux. Cette approche pluridimensionnelle doit permettre d'influencer toute l'économie, d'ESSiser le modèle actuel dont chacun peut constater l'insoutenabilité. L'ESS est la norme souhaitable de l'économie de demain, à condition d'agir dès aujourd'hui.

Lors du Congrès de l'ESS, ESS France a souhaité mettre un focus sur plusieurs défis auxquels nous sommes confrontés. Les livrets thématiques qui en ressortent ont pour but de rendre visible l'expertise et les possibilités offertes par l'ESS et de permettre de faire émerger des leviers d'actions afin d'irriguer le débat public en période électorale mais également de fournir des objectifs de long terme, communs à toute l'ESS.

Nous vivons la réalité inquiétante de l'ère de l'Anthropocène, cette période de l'histoire de notre planète qui se définit par le fait que les activités humaines ont, pour la première fois, une incidence globale significative sur l'écosystème terrestre.

Nous savons, dans ce contexte inédit et même vertigineux, que ne pas agir devient une atteinte à l'avenir même de la civilisation humaine. Nous savons aussi, que l'humanité sait trouver les ressources non seulement pour s'adapter et survivre, mais aussi pour mieux renaître en mobilisant des forces collectives.

C'est tout un système et l'état d'esprit qui doivent changer. Les organisations de l'ESS s'y attellent, elles sont en effet pionnières de la transition écologique. Par ailleurs, la rencontre de l'ESS et de l'écologie est assurément féconde dans sa capacité à entraîner la société civile et à provoquer son adhésion durable.

Et si l'ESS dessinait le monde d'après la transition écologique ? C'est l'interrogation à laquelle nous souhaitons apporter des réponses via ce livret.



Jérôme SADDIER
Président d'ESS France



ESS France

ESS France est la voix de référence de l'économie sociale et solidaire. Elle fédère les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que les Chambres Régionales de l'ESS, et toute autre personne morale, de type fédération, réseau, collectif ou regroupement de niveau national qui souhaite s'investir dans ses activités. Depuis les territoires, jusqu'à l'échelle européenne et internationale, ESS France souhaite contribuer au développement de l'économie sociale et solidaire dans toutes ses dimensions.

ESS France existe depuis une vingtaine d'années et bénéficie depuis la loi du 31 juillet 2014 d'un agrément la reconnaissant comme structure représentative de l'ESS à l'échelle nationale.

Des livrets pour s'interroger sur les grands défis auxquels l'ESS doit répondre

En 2020 et 2021, ESS France a engagé une démarche inédite et ambitieuse visant à fédérer ceux qui font l'ESS autour d'une déclaration d'engagement exprimant les raisons d'agir de l'ESS pour une République sociale et solidaire, à retrouver sur <https://www.ess-france.org/>. Faisant suite à une tribune publiée par Jérôme Saddier, président d'ESS France, en mai 2020, cette démarche participative a abouti en décembre 2021 au premier Congrès de l'ESS, souhaitant répondre à l'ambition affirmée pour l'ESS de penser « plus grand qu'elle-même ». Les travaux du congrès, appuyés sur la conviction d'une ESS comme pilier du modèle démocratique et social républicain, ont permis d'aborder divers sujets sous un angle nouveau et de penser de nouveaux horizons de son développement et de ce qu'elle peut apporter pour orienter le progrès dans toutes ses dimensions.

Ces livrets sont la traduction de cette volonté de capitalisation des travaux engagés. Ils donnent la parole aux acteurs clés experts des thématiques identifiées que ce soit à l'échelle territoriale ou encore nationale et même internationale. Ils pourront alimenter utilement les décideurs qui veulent s'en saisir pendant ou après les échéances électorales de 2022. Plus largement ces livrets souhaitent inspirer toutes celles et ceux qui veulent s'impliquer dans la transformation de ce monde et faire en sorte que « les jours d'après soient les jours heureux » ainsi que le formulait le texte fondateur de la démarche.

Carte d'identité d'ESS France

ESS FRANCE, TÊTE DE RÉSEAU DE L'ESS

Toutes les structures de l'ESS représentées



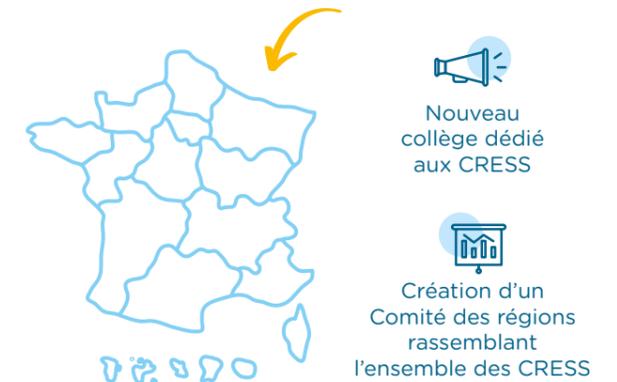
L'ESS, implantée dans l'ensemble des secteurs d'activité



LES 4 COLLÈGES



UNE PLACE PLUS GRANDE AUX TERRITOIRES



UNE ATTENTION À LA DÉMOCRATIE ET AU RENOUVELLEMENT



Engagée pour les ODD

contact@ess-france.org
www.ess-france.org

Présentation de la thématique

Il est urgent d'assurer une transition écologique et solidaire d'ampleur. L'économie sociale et solidaire en montre déjà le chemin. En effet, l'ESS, basée sur la coopération, la solidarité, l'ancrage territorial mais aussi l'intérêt collectif nous montre qu'il est tout à fait possible de concilier environnement, utilité sociale et activité économique. Un grand nombre d'initiatives issues de l'ESS ont d'ailleurs été précurseurs et novatrices en matière de transition écologique.

Face à l'urgence climatique, amorcer une réelle transition écologique de nos modèles apparaît indispensable, et impliquera de changer nos modes de consommation et de production.

Une telle transition doit permettre d'améliorer la qualité de vie des concitoyens par une économie plus respectueuse de la biodiversité et du climat, qui limite les pressions exercées sur les matières premières, qui émet moins de déchets et de pollutions, qui garantit une proximité dans ses services et ses actions, qui inclut les enjeux de solidarité dans la conception de ses activités, et qui propose des emplois locaux et qui répondent aux besoins spécifiques de chaque territoire.

La transition écologique ne pourra pas se faire tant que le centre de gravité de l'économie se fondera sur l'enrichissement personnel, la performance financière de court terme et l'excès.

Pour répondre à ce défi majeur, l'ESS est pionnière. En effet, en France, les structures qui sont les principales actrices de la transition écologique ont émergé de l'engagement citoyen, en adoptant des modèles de l'économie sociale et solidaire.

Les spécificités de l'ESS garantissent que la boussole des actions menées demeure l'intérêt collectif au service de la transition écologique : une vision du monde à même de porter une vision de temps long, à l'encontre des réflexes court-termistes ; un modèle démocratique garantissant la participation de citoyens pour transcender les intérêts particuliers ; un modèle économique et social dégagé de la seule logique d'une course sans fin au productivisme et à l'augmentation des profits.

Pour permettre à l'ESS de dessiner le monde d'après la transition écologique, les structures concernées ont besoin de cadres réglementaires favorables et d'un accroissement du soutien financier.

259

C'est le nombre de projets citoyens d'énergies renouvelables labellisés.

Plus d'1/3

C'est la part de des structures de réemploi des biens ménagers issues de l'ESS.

81 millions

C'est le montant de capital atteint pour la Foncière Terre de Liens au 31 décembre 2019.

LES ENJEUX

- * *Il est urgent de créer un cadre réglementaire et économique favorable aux actions des structures de l'ESS et de mettre en place des dispositifs qui permettent de répondre à leurs particularités.*
- * *Un système agricole porté par des structures de l'ESS et basé principalement sur l'agriculture biologique et les circuits court est la condition d'une amélioration d'un système permettant de concilier une approche écologique et solidaire.*
- * *Les objectifs en matière de réduction des déchets sont partagés et ambitieux, néanmoins, davantage de moyens doivent être mis en œuvre pour les atteindre.*
- * *Les questions énergétiques sont au cœur des enjeux de la transition écologique, en raison de leur impact sur les émissions de gaz à effet de serre, ou encore de l'opportunité d'une réappropriation territoriale et citoyenne de l'énergie.*
- * *Le développement de la mobilité durable est essentiel à la réduction des émissions de GES et de la pollution de l'air tout en développant le commerce de proximité.*
- * *Faire évoluer les clauses environnementales de la commande publique est tout aussi pertinent afin porter une transition écologique qui soit également solidaire.*

**Pierre Galio**

Chef du Service
Consommation Responsable
de l'ADEME

**Aurore Médiu**

Responsable Transition
écologique et économie
circulaire chez ESS France

Interview croisée

Comment concevez-vous la transition écologique ? Vers quel modèle de société faut-il se diriger ?

Pierre Galio : Dans toute forme de contrainte, aussi fondamentale soit-elle, il est nécessaire d'y voir une opportunité pour progresser et faire évoluer nos sociétés. La modification de nos modes de production, de consommation et plus globalement de nos modes de vie doit nous permettre de nous détacher d'un rapport aux objets, à l'accumulation, à l'avoir, pour repenser nos priorités. L'enjeu majeur porte sur l'inclusion de l'ensemble de la société dans cet objectif commun, en particulier pour permettre aux plus fragiles de répondre à leurs besoins.

Aurore Médiu : La transition écologique est en effet une opportunité de repenser les systèmes de production et de consommation, et l'ensemble des modèles d'entreprendre de façon plus générale pour aller vers une société plus sobre et respectueuse de l'environnement. Elle est l'occasion de réfléchir à des solutions de long terme, ancrées au cœur des territoires et s'appuyant sur des principes de gouvernance partagée et de lucrativité limitée au sein des entreprises.

“

La modification de nos modes de production et de nos modes de vie doit nous permettre de [...] repenser nos priorités.

Pierre Galio

”

Un grand nombre de solutions opérant pour la transition écologique dans les territoires sont à l'initiative de structures de l'ESS. Quelles sont les caractéristiques qui donnent à l'ESS un « + » en la matière ?

P.G. : Indéniablement, le développement des solutions dans les territoires au plus près des acteurs est une plus-value pour répondre aux enjeux de transition écologique mais également sociale. Les boucles locales sont incontestablement une réponse à apporter pour développer une autonomie énergétique, alimentaire, de l'emploi non délocalisable... autonomie qui n'est pas antinomique à la coopération et à l'ouverture aux autres.

A.M. : Nombre de citoyens constatent un manque de réponses face à l'urgence écologique. Dans ce sens, les modèles d'entreprendre de l'ESS constituent une solution concrète pour leur redonner du pouvoir d'agir et apporter des solutions de temps long pour changer les modèles dominants. Les principes de l'ESS constituent de réels atouts pour mettre en œuvre cette transition écologique des territoires : gouvernance partagée, lucrativité limitée, intérêt général...

Quelles sont les actions indispensables à mettre en œuvre à court et moyen terme pour conduire une réelle transition écologique ?

P.G. : Elles sont très nombreuses mais on pourra citer différents volets complémentaires qui tous visent à développer de nouveaux modèles vertueux ancrés dans des principes de sobriété : moins en volume et

en consommation de ressources, mieux en qualité, en emplois durables et locaux. Il s'agit également de repenser les modèles économiques « en volume » pour créer de la valeur (et pas forcément de la richesse) et de l'emploi différemment, comme par exemple via l'économie de la fonctionnalité et de la coopération.

A.M. : Il faut convaincre des opportunités issues de la transition écologique pour faciliter sa mise en œuvre : relocalisation d'activités, nouveaux métiers, différenciation auprès des consommateurs... Un cadre réglementaire favorisant les initiatives de la transition écologique et discriminant celles qui ne respectent pas l'environnement est également nécessaire. Il est aussi fondamental de déployer des dispositifs financiers structurants permettant de trouver un modèle économique viable à cette transition écologique.

“

Il faut convaincre des opportunités issues de la transition écologique pour faciliter sa mise en œuvre.

Aurore Médiu

”

L'échelon local est-il l'échelon clé pour transformer notre modèle ?

P.G. : Il est clairement central car il prend généralement en compte des dimensions pas toujours évidentes à considérer lors de travaux « macro » à des échelles territoriales supérieures, en particulier le développement territorial dans toutes ses dimensions – écologiques, humaines, économiques. D'ailleurs plusieurs scénarios de prospectives de l'ADEME « Transitions 2050 » s'appuient sur un ancrage très local permettant de développer des boucles de valeur à l'échelle des territoires.

A.M. : Il est en effet fondamental car il permet de proposer des solutions adaptées au plus près des besoins et enjeux des habitants et entreprises.

Cependant, une échelle plus macroscopique telle que la région est également intéressante en matière de transition écologique car elle permet des actions de planification et constitue un cadre favorable pour la structuration de filières économiques (ex : textiles, réemploi des matériaux du bâtiment, transition alimentaire...).

Quelles responsabilités pour la France et l'Union européenne en matière de financements et de réglementation dans la transition écologique ?

P.G. : La transition sera nécessairement opérée par l'ensemble des acteurs de la société : entreprises, collectivités, citoyens. Cela étant l'Etat et les autorités européennes ont évidemment un rôle majeur à jouer car ces derniers orientent les politiques publiques, les réglementations et les investissements qui dépassent les seules marges de manœuvre des citoyen(ne)s. Des fonds français et européens, liés au plan de relance notamment, ont été ouverts ; les travaux portant sur la taxonomie devraient pouvoir orienter les flux financiers vers les acteurs de la transition.

A.M. : La France et l'UE ont en effet un rôle central à jouer pour accompagner un changement d'échelle significatif pour une transition écologique et solidaire via les politiques publiques, le cadre réglementaire et les dispositifs de financement. On peut d'ailleurs se féliciter que la Commission européenne identifie l'économie sociale comme l'un des 14 écosystèmes économiques stratégiques pour mettre en œuvre les transitions verte et numérique et contribuer à la résilience des territoires.

À quels freins les structures investies dans la transition écologique sont-elles confrontées ? Comment concevez-vous la transition écologique ?

P.G. : La question est très vaste... Bien entendu, pour l'ensemble des acteurs, la principale difficulté réside dans la nécessité de changer très rapidement d'approche, de fonctionnement, de modèle économique pour répondre aux enjeux de la transition – alors que nous sommes toutes et tous structurés par un modèle hérité et dans lequel nous avons toujours évolué.

La juste répartition de la valeur me semble un enjeu également central pour pouvoir développer les actions qui ont une plus-value sociétale qui dépasse la seule valeur marchande matérielle.

A.M. : C'est le cœur du sujet : le fait que le seul critère d'évaluation de la performance des entreprises soit aujourd'hui la valeur financière permet difficilement d'envisager un changement en profondeur des modèles existants. Tant que le capital social et environnemental ne sera pas mesuré et pris en compte, les entreprises actrices de la transition écologique continueront à rencontrer des difficultés pour rendre leurs modèles économiques concurrentiels face au modèle dominant qui délocalise pour réduire les coûts et ne se pose pas la question des limites finies de ressources disponibles.

Comment les acteurs publics pourraient-ils mieux les accompagner ?

P.G. : Outre les aides financières existantes qu'apportent ces acteurs publics, il apparaît important d'identifier et mettre en valeur les co-bénéfices apportés par ces structures sur le territoire, en dehors de la création de valeur en tant que telle. Vie collective, bien-être, coopération, développement territorial...

A.M. : La reconnaissance de ces bénéfices conjoints est en effet primordiale et ce travail partenarial entre acteurs publics et structures de la transition écologique est l'une des clés du changement de modèle. Les collectivités ont un rôle essentiel à jouer dans le développement d'infrastructures favorables aux modèles des entreprises de la transition écologique (accès au foncier, logistique du dernier km...), ainsi qu'un devoir d'exemplarité sur les achats socialement et écologiquement responsables.

Comment les organisations qui souhaiteraient améliorer leurs pratiques environnementales internes peuvent-elles être mieux accompagnées au changement ?

P.G. : L'ADEME pour sa part soutient via des conventions de partenariat et de financement de nombreux acteurs qui sont en première ligne dans

l'animation des structures de l'ESS, comme ESS France. Des actions portent sur le développement des structures de l'ESS dont le cœur de métier est la transition écologique mais également sur l'accompagnement des structures de l'ESS à faire leur transition écologique.

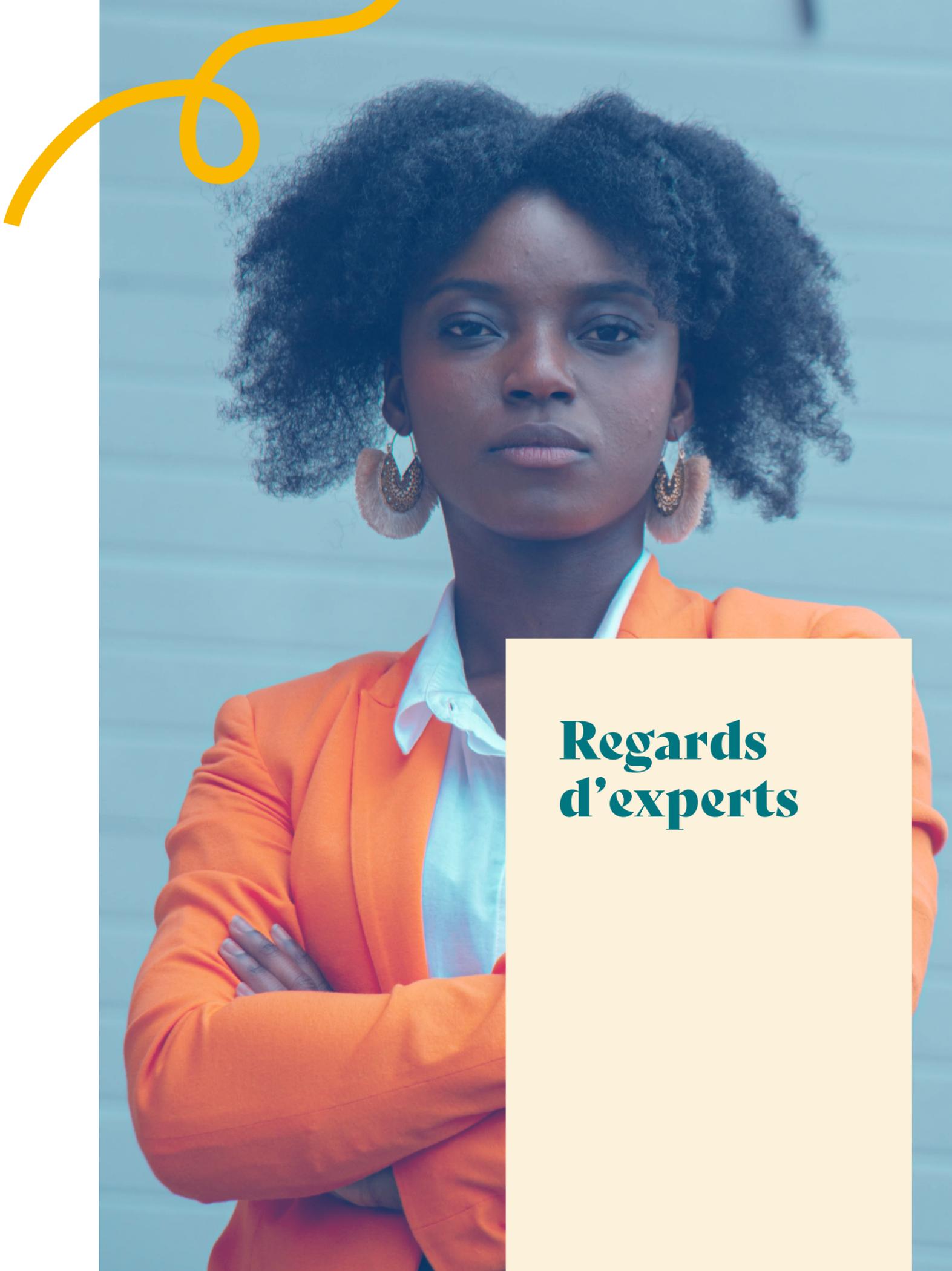
A.M. : En effet, ESS France et les CRESS travaillent à faire de la transition écologique un enjeu stratégique pour toutes les entreprises de l'ESS quel que soit leur cœur de métier. Ce programme d'actions s'appuie sur la sensibilisation et l'outillage des entreprises pour la réalisation d'autodiagnostic et le passage à l'action, notamment via l'identification d'acteurs locaux de l'accompagnement au changement ainsi que des moyens financiers disponibles.

“

La juste répartition de la valeur est un enjeu central pour pouvoir développer les actions qui ont une plus-value sociétale qui dépasse la seule valeur marchande matérielle.

Pierre Galio

”



Regards d'experts

Marie Vernier

DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU LABO DE L'ESS



Marie Vernier

BIOGRAPHIE

Au service depuis 15 ans de celles et ceux qui s'engagent pour l'intérêt général, Marie Vernier dirige le Labo de l'ESS depuis 2020.

De formation généraliste, après quelques années de conseil financier aux organisations d'intérêt général, elle fait le choix de s'investir dans la philanthropie, encore peu développée en dehors des questions culturelles et sociales.

Pendant 10 ans, elle dirige ainsi le pôle recherche et enseignement de la Fondation de France, conseillant notamment les universités et grandes écoles pour la mise en œuvre de leurs fondations.

Son rapprochement avec l'ESS tient à la conviction que ces solutions doivent être au cœur de l'économie de demain.

Près de 3 / 4 des Français estiment que la transition écologique est porteuse d'opportunités qui mèneront *in fine* vers un monde meilleur, et que la poursuite du développement économique est nécessaire à la transition écologique. Bonne nouvelle pour « réconcilier fin du monde » et « fin du mois » ? Mais de quel développement économique parle-t-on, et comment ces enjeux nous permettront-ils de surmonter nos divisions sociales ou démocratiques ?

Depuis des années, des initiatives citoyennes portent, dans les territoires, des projets de développement économique en faveur de la transition écologique. Dynamiques, ascendants, ils répondent à des besoins locaux non-couverts.

C'est pour cela que **l'ESS est au cœur des enjeux de transition** : une économie qui fait primer l'humain est indissociable d'un engagement en faveur de son environnement. Dans le même temps, **il serait illusoire et contre-productif de penser l'écologie de manière déconnectée des enjeux de solidarité.**

Tous les travaux du Labo de l'ESS tendent à démontrer ces liens : des circuits courts économiques et solidaires à la transition énergétique citoyenne en passant par l'agriculture et l'alimentation durables et les dynamiques collectives de transition dans les territoires.

En 2021, pour célébrer les 10 ans des Etats Généraux de l'Economie Sociale et Solidaire qu'il avait porté symboliquement au Palais Brongniart de Paris, moment fondateur des travaux du think-tank, **le Labo de l'ESS a fait le choix d'organiser trois « Journées régionales des transitions »** avec ses partenaires de Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Normandie.

Placées sous le haut-patronage de Carole Delga, Présidente de Régions de France, **ces agoras ont permis d'aborder tous les liens entre ESS et transition écologique** sur les sujets de la transition énergétique citoyenne, la dynamisation des

territoires ruraux, les mobilités durables et solidaires, ou encore l'économie circulaire en réunissant au total 500 personnes : citoyens et citoyennes, porteurs de projets, élus, agents de collectivités, chercheurs, dirigeants...

Elles mettent en avant des solutions et ouvrent des perspectives pour promouvoir ces initiatives démocratiques qui réconcilient les enjeux environnementaux et sociaux, ici et maintenant. **Tous les leviers d'action et les initiatives rencontrées sont à découvrir de manière originale et dynamique sous forme de mini-site dédié.**

“

Les acteurs de l'ESS [...] ont la capacité à (re)créer du lien social et animer un pouvoir d'agir citoyen, dans l'appropriation individuelle et collective des transitions.

”

Le cycle souligne l'importance des acteurs de l'ESS, de par leur **capacité à (re)créer du lien social et animer un pouvoir d'agir citoyen, dans l'appropriation individuelle et collective des transitions**. Agissant en coopération et de manière transversale au sein d'écosystèmes locaux, ils répondent aux besoins environnementaux et sociaux : habitat participatif promouvant un mode de vie sobre, plateformes de mobilité, combinaison de l'insertion et d'activités de recyclage et réemploi, tiers-lieux et coopératives de proximité porteurs d'activités économiques non-délocalisables en territoire rural...

L'économie sociale et solidaire demeure un vivier de solutions, face aux crises d'hier, ainsi que le support d'un nouveau récit collectif, face aux urgences actuelles à faire advenir la société d'une transition écologique juste et solidaire.

Riche de cette expérience, le Labo de l'ESS proposera à l'automne 2022 un nouveau cycle de moments territoriaux et conviviaux pour élargir le cercle des acteurs mobilisés et engager les citoyens.

Carte blanche

Interroger la soutenabilité de nos modes de vie et de notre modèle de développement s'applique aussi tout à fait à une échelle urbaine plus dense. Ainsi la low-tech, véritable alternative aux smart cities remet-elle en question une évolution fondée sur un progrès technique infini et salvateur, en interrogeant nos besoins réels pour les satisfaire de la façon la plus simple, sobre, et accessible possible. Ici encore, les initiatives de l'ESS, qui redonnent du pouvoir d'agir, proposent autant de leviers de transition dans nos façons de produire, consommer, habiter, se déplacer... C'est l'objet de l'étude « Pour des métropoles low-tech et solidaires » conduite cette année par le Labo de l'ESS en partenariat avec six villes et métropoles.

Camille Dorival

CONSULTANTE À COOPANAME

AUTRICE DE L'OUVRAGE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, ICI ET MAINTENANT !

« La vie sur Terre peut se remettre d'un changement climatique majeur en évoluant vers de nouvelles espèces et en créant de nouveaux écosystèmes », notait le dernier rapport du Giec, dévoilé à l'été 2021. En revanche, ajoutait-il, « l'humanité ne le peut pas ».

Pour assurer la survie de l'espèce humaine, insistait le Giec, « nous avons besoin d'une transformation radicale des processus et des comportements à tous les niveaux : individus, communautés, entreprises, institutions et gouvernement. (...) Nous devons redéfinir notre mode de vie et de consommation ».

Comment y arriver ? Dans ce domaine, **le rôle des politiques publiques est évidemment déterminant**. Or, pour l'instant, celles-ci progressent, mais restent largement insuffisantes. Mais par ailleurs, chacun, à son échelle, peut et doit aussi contribuer à cette transition, qu'il s'agisse des individus, des entreprises ou des collectivités. Et de fait, **l'économie sociale et solidaire (ESS) y contribue largement, même si son action pourrait encore se développer**.

Les initiatives d'ESS agissent sur tous les territoires et dans tous les domaines de la transition écologique.

En matière de mobilité, par exemple, des acteurs comme Mobicoop, Railcoop, Citiz ou Carton Plein agissent chaque jour pour développer des modes de transports plus durables et moins émetteurs de gaz à effet de serre.

En matière d'économie circulaire, Emmaüs, le réseau Envie, l'association Rejoué, ou encore les Repair cafés, font en sorte de donner une seconde vie à nos objets pour réduire la quantité de biens nouveaux que nous produisons, tout en les rendant accessibles à bas prix à des ménages à revenus modestes.

En matière d'énergie, la Scic Enercoop, mais aussi toutes les initiatives citoyennes productrices d'énergies renouvelables, permettent d'envisager des alternatives concrètes aux énergies fossiles et au nucléaire qui, s'il émet peu de gaz à effet de serre, continue à représenter un risque non négligeable pour les populations.

D'autres structures de l'ESS interviennent également pour protéger la biodiversité, développer l'agriculture biologique, l'alimentation en vrac, les circuits courts ou de proximité, pour rénover des logements et les rendre moins énergivores, ou encore pour sensibiliser le grand public aux enjeux de la transition écologique.

Cette forte présence de l'ESS dans le champ de la transition écologique s'explique notamment par le fait que **ces acteurs portent des valeurs et des pratiques que l'on retrouve dans les objectifs de la transition écologique** : la préoccupation du long terme, la culture de l'expérimentation, l'ancrage dans les territoires, mais aussi la priorité à l'action collective et coopérative.

Il est d'ailleurs frappant de constater que **les initiatives portées par l'ESS associent toujours à l'objectif d'une transition écologique celui d'une transition vers un modèle de société plus solidaire, où les liens sociaux sont renforcés**.

Pour pouvoir se développer, **ces initiatives ont besoin de cadres porteurs** : d'appuis des pouvoirs publics, notamment en matière d'ingénierie, lors de leur mise en place ; de plus de financement de l'expérimentation ; plus généralement d'un **renforcement des logiques d'alliances** et de coopération entre collectivités locales et acteurs de l'ESS, notamment via le statut de société coopérative d'intérêt collectif (Scic) ; mais aussi, pourquoi pas, de la **mise en place d'un « revenu de transition écologique »**, déjà expérimenté sur plusieurs territoires, et qui permettrait un financement durable des projets citoyens de transition écologique.



Camille Dorival

BIOGRAPHIE

Camille Dorival est consultante au sein de la CAE Coopaname. Diplômée de Sciences Po Paris, elle a auparavant travaillé pendant près de vingt ans au sein de la Scop Alternatives Economiques, comme journaliste puis comme PDG de l'entreprise.

Parmi ses activités, elle dirige la collection « Mondes en transitions », consacrée au rôle de l'ESS dans les transitions du monde, pour les éditions Les Petits Matins. Elle est également l'autrice, dans cette collection, de *La transition écologique, ici et maintenant !*, publié en 2021. Elle organise aussi, pour Alternatives Economiques, les Journées de l'économie autrement, qui clôturent chaque année le Mois de l'ESS, à Dijon.

Carte blanche

Par nature, l'ESS place la solidarité au cœur de ses valeurs. Or, de plus en plus, l'objectif de transition écologique devient un enjeu de solidarité aussi bien vis-à-vis des générations futures que des générations actuelles. En toute logique, la question environnementale devrait donc être placée au cœur de la stratégie de toutes les structures de l'ESS, quelle que soit leur taille et leur activité, même lorsque la transition écologique ne constitue pas leur cœur de métier. Pourtant, trop de structures considèrent encore ces questions comme une contrainte plutôt que comme un enjeu majeur à traiter.

A quand une économie à la fois sociale, solidaire ET écologique, tant ces trois dimensions sont aujourd'hui indissociables ?

“

Les initiatives portées par l'ESS associent toujours à l'objectif d'une transition écologique celui d'une transition vers un modèle de société plus solidaire, où les liens sociaux sont renforcés.

”

Jean-Marc Pautras

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU CENTRE FRANÇAIS DES FONDS ET FONDATIONS



Jean-Marc Pautras

BIOGRAPHIE

Délégué général du Centre français des Fonds et Fondations depuis 2019, Jean-Marc Pautras était auparavant Directeur des Marchés de l'Economie sociale et Solidaire (ESS) au Crédit Coopératif. Il a travaillé chez Admical, à la Fondation pour la recherche médicale et enseigne de manière ponctuelle à l'Université de Nanterre.

Il est administrateur d'ESS France, de l'IFCIC, de l'Avise, de Choix Solidaire et de Territoire de Musiques (organisateur des Eurockéennes de Belfort). Il fut président du festival (2009-2015).

Ancien auditeur du Cycle des Hautes Etudes Européennes de l'ENA, il est administrateur de l'association des anciens. Il a co-fondé le Café chez DD, réseau de professionnels autour du développement durable.

Conscients que **le défi majeur de notre époque est la lutte contre le dérèglement climatique** et que les fondations jouent un rôle crucial dans ce domaine, les premières réflexions sont nées lors de **l'Assemblée Générale de l'European Foundation Center en mai 2019 qui a réuni à Paris plus de 800 représentants de fondations**. A la suite de cet événement, s'est confirmée la nécessité d'un engagement formalisé qui a été mis en œuvre par le CFF avec l'aide d'autres fondations.

Ainsi, la Coalition française des fondations pour le Climat (CffC) accompagne depuis novembre 2020 les fonds et fondations dans leur lutte contre le dérèglement climatique, valorise leurs actions et les aides à mobiliser les ressources nécessaires.

Dès le début, **la CffC a suscité un très vif engouement et à ce jour 125 fonds et fondations l'ont rejoint en signant le Manifeste pour le Climat**, véritable appel à l'action de l'ensemble du milieu philanthropique afin de lutter efficacement contre le dérèglement climatique.

Les signataires forment un collectif varié aussi bien dans leur forme juridique, que dans la taille de leur organisation ou la diversité de leurs actions ; et leur nombre est en constante augmentation.

Par ailleurs, seulement un tiers des signataires opère quotidiennement en faveur de l'écologie, mais toutes souhaitent agir et placer l'environnement au cœur de leurs actions.

Afin de pouvoir leur apporter des réponses concrètes, **la Coalition a recensé les besoins et pratiques des fonds et fondations en matière de climat**.

Le monde des fondations est riche d'innovations, particulièrement sur le climat, et l'ensemble de la communauté philanthropique gagne à ce que celles-ci soient largement partagées.

La mission de la CffC se décline en 6 actions :

- Faire vivre la communauté et sensibiliser,
- Partager des ressources,
- Progresser ensemble,
- Faire connaître la Coalition et ses membres,
- Rendre compte,
- Développer le rayonnement au-delà de la France.

La CffC est en relation avec ses homologues au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie et au Canada ; elle est membre active du réseau européen Philea et mondial, Wings/Philanthropyforclimate.

“

La Coalition française des fondations pour le Climat accompagne les fonds et fondations dans leur lutte contre le dérèglement climatique, valorise leurs actions et les aides à mobiliser les ressources nécessaires.

”

La CffC a fêté ses un an fin 2021. **Le bilan est plus que positif.**

Elle a mis sur pied une riche programmation, proposant un rendez-vous mensuel autour du climat, « le Réveil Climat », et animant des groupes de travail pour répondre aux besoins exprimés par les signataires

du Manifeste. Ces groupes de travail fourniront des outils pratiques destinés à tous les fonds et fondations. Ils portent sur quatre sujets : Objectifs de Développement Durable ; Finance et Climat ; Formations au climat ; Echanges de bonnes pratiques. La CffC contribue également au **développement de travaux de recherche** au travers des 32 membres de son Comité consultatif, experts reconnus.

Dans les années à venir, la CffC souhaite une consolidation dans le paysage des fondations, la mutualisation des outils et des moyens et le rayonnement de la CffC, selon les 7 piliers du Manifeste.

Les objectifs et actions prochaines sont précisément exprimés :

- Continuer à faire connaître la CffC et les actions des signataires en France comme à l'international, en communiquant par les exemples et en donnant la parole pour valoriser des initiatives lors des Réveils Climats,
- Poursuivre la mise en œuvre concrète des piliers du Manifeste en aidant les fondations à y parvenir et en leur fournissant des outils,
- Mettre en avant les changements et progrès accomplis par les fondations,
- Stimuler les initiatives collectives et échanger activement avec les signataires du Manifeste.

Carte blanche

La préservation de l'environnement est devenue en quelques années, une préoccupation majeure d'un pan du secteur de la philanthropie. Aujourd'hui, il existe plusieurs coalitions qui s'engagent pour la préservation du climat. Malheureusement, il n'existe que trop peu de liens les connectant. Elle œuvrent dans des secteurs différents avec des discours différents. En perdurant le travail de la CffC, nous souhaitons mutualiser à terme les manifestes des différentes coalitions nationales, voire européennes, pour définir des indicateurs communs, essentiels pour une transition verte des fondations.

Le réseau Cuma

CHIFFRE CLÉ

11 500

COOPÉRATIVES
D'UTILISATION DE
MATÉRIEL AGRICOLE
(CUMA) QUI RASSEMBLENT
1 AGRICULTEUR SUR 2

CHIFFRE CLÉ

23

ADHÉRENTS EN MOYENNE
DES COOPÉRATIVES À
TAILLE HUMAINE

CHIFFRE CLÉ

350

ANIMATEURS ET
ANIMATRICES
QUI APPUIENT
LES COLLECTIFS
D'AGRICULTEURS

CHIFFRE CLÉ

664

MILLIONS D'EUROS DE
CHIFFRE D'AFFAIRE
DES ACTEURS PRÉSENTS
DANS TOUT LE
TERRITOIRE.

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Le réseau Cuma (coopératives d'utilisation de matériels agricoles) rassemble 65 fédérations de proximité et 10 fédérations régionales qui accompagnent et représentent les 11 500 Cuma en métropole et outre-mer. En 2012, le réseau est l'un des premiers à s'engager dans l'agroécologie en développant les Groupements d'Intérêt Economique et Ecologique (GIEE), et en faisant progresser l'achat collectif de matériels permettant de réduire l'usage des produits phytosanitaires (parc matériel en augmentation de 10% sur 2 ans). Les Cuma sont au service de la mécanisation mais pas que... elles sont des actrices de la territorialisation de l'alimentation et d'innovation technique, d'initiation de nouvelles pratiques environnementales.

Et si ... la révolution agricole annoncée passait par davantage de faire ensemble ?

Le « faire ensemble » est un levier à activer pour répondre concrètement aux enjeux économiques, environnementaux, sociaux et sociétaux. Il n'y aura pas de révolution agricole sans penser nos modalités de collaborations au sein de l'agriculture et aussi avec la société.

Faire ensemble induit plusieurs effets :

- Faire gagner en compétitivité et en résilience les exploitations agricoles et impulser une mécanisation plus responsable de l'agriculture;
- Créer des solutions par le terrain au service de l'agroécologie;
- Faire émerger de nouveaux modèles de coopération et installer davantage de nouveaux agriculteurs;
- Dynamiser le lien social et sociétal avec l'agriculture

“

Partager un outil de travail c'est un premier pas vers un partage des projets, nous le vivons dans les Cuma.

C'est de cette façon que se construisent des histoires extraordinaires sur le terrain de femmes et d'hommes qui via la Cuma ont créé des filières locales, ont dynamisé une commune rurale, ont réussi à sortir de l'isolement, ont pu s'installer en agriculture sans coup de pouce parental, ou encore ont changé leur système d'exploitation.

Venez voir ce qu'il se passe à l'ombre des machines.

”



LUC VERMEULEN
Président de la
FNCUMA

Paroles d'acteurs

Energie partagée

CHIFFRE CLÉ

272

PROJETS CITOYENS
D'ÉNERGIES
RENOUVELABLES
LABELLISÉS PAR ENERGIE
PARTAGÉE

CHIFFRE CLÉ

23 303

ACTIONNAIRES CITOYENS
DE SOCIÉTÉS CITOYENNES
LOCALES ONT INVESTI
36,2 M €

CHIFFRE CLÉ

572

COLLECTIVITÉS
ACTIONNAIRES
ONT INVESTI EN DIRECT
OU VIA UNE SEM 16,5 M€

CHIFFRE CLÉ

2,5€

POUR 1€ INVESTI
DANS UN PROJET CITOYEN
D'ENR, 2,5€ PROFITENT AU
TERRITOIRE.



PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Energie Partagée est un mouvement qui appuie le développement de projets citoyens d'énergie renouvelable, c'est-à-dire de projets maîtrisés par des acteurs locaux, citoyens et collectivités.

Rechercher l'intérêt territorial par la présence forte d'acteurs locaux dans l'actionnariat, assurer une gouvernance démocratique et transparente, faire travailler les compétences locales et mobiliser le territoire, réduire les impacts environnementaux et les consommations d'énergie, mobiliser l'épargne des ménages et l'investissement des collectivités pour la transition énergétique : voilà ce que permet l'énergie citoyenne.

Énergie Partagée organise son action autour de trois axes : d'une part, porter la voix de l'énergie citoyenne en fédérant les acteurs, en promouvant les valeurs de l'énergie citoyenne auprès des pouvoirs publics et en sensibilisant les citoyens et acteurs territoriaux pour les inciter à rejoindre des projets locaux vertueux.

Energie Partagée apporte également des ressources et conseils pour mener à bien les projets citoyens par le biais des réseaux régionaux d'accompagnement et grâce à nos outils de coopération et de financement.

Enfin, notre outil de collecte de l'épargne citoyenne utilise le puissant levier d'action qu'est l'épargne de plusieurs milliers d'actionnaires pour l'investir directement dans ces sociétés de production d'énergies renouvelables maîtrisées localement.

Pour accomplir ces missions, Energie Partagée s'appuie sur trois structures de l'ESS : une association, une coopérative et une entreprise labellisée ESUS.

Et si ... on se donnait les moyens pour l'énergie citoyenne ?

La France s'est dotée d'un premier cap : multiplier par cinq le nombre de projets portés par des acteurs citoyens et collectivités d'ici 2028. Maintenant, place aux moyens : des dispositifs de soutien économique dédiés à ce type de projets et permettant leur développement partout en France, des mesures de simplification administrative, une réduction des obstacles à l'investissement des collectivités dans les projets locaux d'énergie renouvelable. Un programme indispensable pour massifier l'énergie citoyenne.

“

Ce que montre Energie Partagée, notre réseau et nos pairs dans d'autres pays, c'est que partout en France et en Europe, des citoyennes, des collectivités, des acteurs locaux appellent de leurs vœux la transition énergétique et ont décidé de s'y mettre, collectivement, démocratiquement, solidairement et dans le respect des écosystèmes.

C'est que la transition énergétique, on la veut, on veut la faire, et on veut la faire correctement. Cette transition, elle est déjà désirable aux yeux de nombre d'entre nous et elle peut l'être pour encore beaucoup si nous montrons qu'elle permet un meilleur partage des décisions et des retombées économiques et sociales, des risques et des nuisances, aussi.

De plus en plus de citoyennes et de collectivités sont prêts à prendre leurs responsabilités et à faire partie de la solution, pour engager une transition juste et solidaire.



MARION RICHARD
Responsable de
l'animation nationale
d'Energie Partagée

”

Terre de Liens

CHIFFRE CLÉ
42 000
CITOYENS ET CITOYENNES
INVESTIS AUX CÔTÉS DE
TERRE DE LIENS

CHIFFRE CLÉ
270
FERMES ACQUISES
GRÂCE À L'ÉPARGNE
CITOYENNE ET
INSTITUTIONNELLE

CHIFFRE CLÉ
600
EMPLOIS CRÉÉS
SUR LES FERMES TERRE DE
LIENS

CHIFFRE CLÉ
7 500
HECTARES AGRICOLES
PRÉSERVÉS ET TRAVAILLÉS
EN AGRICULTURE
BIOLOGIQUE OU EN
CONVERSION

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Le mouvement Terre de Liens s'appuie sur une dynamique citoyenne atypique : l'épargne et les dons du public permettent d'acquérir des terres agricoles et de recréer du lien entre paysan·nes et citoyen·nes pour préserver les fermes à travers les générations. Ces fermes sont ensuite proposées en location à des paysan·nes en agriculture biologiques.

Chaque ferme acquise par Terre de Liens est un outil de transformation sociale et environnementale : une production alimentaire locale renforcée, la création d'emplois pérennes et porteurs de sens, la fertilité des sols et la biodiversité protégées par des pratiques respectueuses de l'environnement, l'arrivée de nouvelles familles en zone rurale...

Agir sur les terres agricoles, c'est agir pour transformer notre modèle agricole et alimentaire. Terre de Liens est la preuve que paysan·nes et citoyen·nes peuvent porter ensemble une vision et des solutions concrètes pour l'agriculture de demain.

En réinterrogeant la propriété privée et en cherchant dans l'économie sociale et solidaire de nouvelles manières de gérer collectivement les terres, Terre de Liens vient bousculer le rapport à l'agriculture. Il fait de la terre agricole un outil de travail comme les autres et introduit une dimension collective dans une gestion des terres traditionnellement individuelle ou familiale. La mobilisation citoyenne offre une place à des acteurs non issus du milieu agricole dans la gestion de la terre et plus largement dans un projet politique sur l'avenir de notre agriculture et de notre alimentation.

“

D'ici 10 ans, 5 millions d'hectares, soit 1/5 des terres agricoles de France, vont changer de mains.

Si nous ne faisons rien, ces terres iront agrandir les fermes existantes, dont la taille ne cesse de croître, favorisant des pratiques agricoles fortement mécanisées, intensives en intrants et en capital, préjudiciables à l'environnement et à l'emploi. Le défi est immense et c'est aussi une opportunité de réorienter massivement notre système agricole : plus de bio, plus de circuits courts, plus de vie en milieu rural, plus de biodiversité...

C'est ce que nous nous employons à faire lorsque nous sauvons des terres de l'agrandissement pour que se réalisent des projets d'installation. Nous démontrons au quotidien que d'autres modèles agricoles et alimentaires existent et portons une voix collective, citoyenne et paysanne du local au national.



BENJAMIN DURIEZ
Directeur de la
Fédération Terre de
Liens

”



Et si ... les citoyens et citoyennes avaient le pouvoir de révolutionner le monde agricole ?

Alors que les terres agricoles sont sous la pression de l'artificialisation galopante, de la spéculation et de pratiques culturelles délétères pour l'environnement, les citoyen·nes impliqués avec nous mènent une révolution silencieuse en faisant de la terre un bien commun. S'emparer de la question des terres agricoles, c'est prendre la parole sur ce que nous voulons dans nos assiettes. Il est temps que les pouvoirs publics écoutent ce que les citoyen·nes ont à dire sur l'agriculture et mesurent l'urgence d'accompagner le renouvellement des actifs et le changement des pratiques agricoles.

La Collecterie

CHIFFRE CLÉ

1 275

TONNES D'OBJETS
COLLECTÉS ET TRAITÉS
DEPUIS 2012

CHIFFRE CLÉ

746 000

OBJETS SAUVÉS
DE L'ENFOUISSEMENT
OU DE L'INCINÉRATION
DEPUIS 2012

CHIFFRE CLÉ

98

PERSONNES
ACCOMPAGNÉES
DANS LEUR RECHERCHE
D'UN EMPLOI DEPUIS 2014

CHIFFRE CLÉ

4 690

HABITANTS SENSIBILISÉS
AUX ENJEUX DU RÉEMPLOI
LORS DE NOS ATELIERS
ARTISANAUX

66

*La Collecterie est une
singularité collective.*

*Ressourcerie créative inventant
et produisant des objets
inédits à partir de matériaux
récupérés, la Collecterie est
aussi chantier d'insertion.
C'est cette triple ambition qui
en fait la singularité.*

*Depuis sa création en 2012,
La Collecterie a bien changé.
Elle a grandi, évolué, s'est
métamorphosée.*

*Par la manière dont elles
revalorisent nos déchets
ainsi que par la conception
des relations sociales
qu'elles propagent, les
ressourceries-recycleries
créatives offrent un cadre de
développement économique,
d'innovation technique, de
progrès écologique et social,
d'animation culturelle qui
contribue à l'avenir de nos
territoires.*

*Cette vision de transition de
notre modèle de société vers
une société plus durable, plus
solidaire et plus écologique,
a été le socle philosophique
commun partagé par les
9 co-fondateurs de notre
association.*



SÉVERINE BELLEC
Directrice de la
Collecterie

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

La Collecterie est une ressourcerie montreuilloise créée en 2012 qui collecte les objets destinés à être jetés, les trie, les répare, les transforme pour leur donner une nouvelle vie et les relancer dans le cycle de la consommation éthique et solidaire.

Conventionnée Atelier Chantier d'Insertion et implantée en quartier politique de la ville de Montreuil, elle contribue à l'insertion sociale des personnes les plus fragiles sur le marché du travail au moyen d'actions continues de formations et d'accompagnements socio-professionnels.

Elle développe des actions, projets, événements et ateliers créatifs et artisanaux en vue de sensibiliser les habitants du territoire aux impacts de notre mode de consommation sur l'environnement.

Ressourcerie pionnière dans le réemploi du mobilier, La Collecterie abrite un pôle d'artisanat spécialisé dans les activités de réparation, de rénovation et d'upcycling des éléments d'ameublement et textile.

Ses missions :

- Participer à la réduction des déchets par le réemploi, la revalorisation et la revente solidaire d'objets détournés de l'enfouissement et de l'incinération ;
- Sensibiliser le public aux impacts des modes de consommation sur l'environnement et aux possibilités d'avenir du réemploi ;
- Développer un projet éducatif au moyen d'actions continues de formation d'accompagnement professionnel, de transmission de savoirs théoriques et pratiques dans une perspective d'insertion sociale et professionnelle des publics fragiles sur le marché du travail ;
- Valoriser la place de l'artisanat dans la transition écologique de notre modèle de société.

Et si ... on considérait nos déchets comme des ressources ?

Nous ne répéterons jamais assez que le meilleur déchet est celui qui n'est jamais produit. Dans ce contexte, la ressourcerie apparaît comme une solution concrète pour le territoire. Lieu ressource, elle propose des services gratuits pour les habitants et permet de donner ses objets plutôt que de les jeter en vue d'une gestion citoyenne, solidaire et locale de nos déchets, non lucrative et à but d'emploi.

C'est en traitant nos déchets comme une ressource que nous créons les conditions de l'emploi pour tous et c'est l'absence de lucrativité qui permet l'expression de la solidarité !

Fin du monde, fin du mois, même combat !



La Fédération Française des Usagers de la Bicyclette (FUB)

CHIFFRE CLÉ

485

ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA FUB

CHIFFRE CLÉ

9

MILLIONS DE CYCLISTES DÉFENDUS PAR LA FUB

CHIFFRE CLÉ

150 000

EMPOIS MINIMUM CRÉES PAR LA FILIÈRE VÉLO SELON L'ADEME

CHIFFRE CLÉ

15%

L'OBJECTIF DE PART MODALE DU VÉLO VISÉE PAR LA FUB EN 2030

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Créée en 1980, la Fédération Française des Usagers de la Bicyclette (FUB) est un réseau associatif dynamique, présent sur tout le territoire français au travers de ses 485 associations membres.

La FUB agit pour apporter des réponses concrètes aux préoccupations quotidiennes des cyclistes et promouvoir l'usage du vélo comme mode de déplacement quotidien, par la mise en réseau des associations locales, la concertation avec les pouvoirs publics, la création d'une expertise sur l'intégration du vélo dans les politiques publiques et privés, et la gestion de services (apprentissage du vélo, accompagnement à la réparation, marquage de vélos).

“

Développer l'usage du vélo au quotidien est un formidable moyen de redynamiser nos territoires et de structurer une filière vélo française innovante et exemplaire, qui porte haut les valeurs de l'économie circulaire et de l'inclusion sociale, et qui s'appuie sur un écosystème dynamique d'acteurs de l'ESS comme les ateliers d'auto-réparation ou les maisons de service vélo.

Promouvoir le vélo au quotidien c'est donc non seulement contribuer à la transition écologique de notre système de mobilité mais aussi recréer des emplois locaux non délocalisables et du lien social sur tous les territoires !

”



OLIVIER SCHNEIDER
Président de la FUB

Et si ... le vélo devenait le mode de transport quotidien d'une majorité de Français ?

Développer l'usage du vélo permettrait de réduire nos émissions de GES, de mettre fin à l'artificialisation des sols et de diminuer la destruction de la biodiversité. Loin d'être utopique, l'usage quotidien du vélo est adapté à la plupart de nos mobilités : 1 déplacement sur 2 fait entre 1 et 5km sur l'ensemble des territoires ! La solution plébiscitée par nos concitoyens : un système vélo complet permettant de pédaler en toute sécurité. L'ESS s'illustre en se déployant dans les territoires et auprès des publics délaissés par les acteurs lucratifs, pour un vélo véritablement solidaire.

Leviers identifiés

Présentation des leviers identifiés

1/ Une agriculture durable, de qualité au service de l'accessibilité et de l'autonomie alimentaire dans les territoires

- * Pour chaque départ à la retraite d'un agriculteur, assurer un droit de préférence pour la réinstallation d'un agriculteur assumant une démarche responsable et durable.
- * Les projets alimentaires territoriaux doivent être généralisés et appuyés fortement en matière de financement sur la base de critères sociétaux.
- * Adopter une grande loi foncière afin de préserver les terres agricoles, tendre vers le zéro-artificialisation, permettre une gouvernance démocratique de la gestion des terres agricoles et favoriser l'agroécologie.
- * Réengager l'Union Européenne sur le soutien à la conversion à l'agriculture biologique afin que cela structure les aides de la Politique Agricole Commune.

2/ De la conception à la fin de vie des produits, vers une économie circulaire

- * Engager une réforme en profondeur de la gouvernance des éco-organismes afin d'y associer d'autres parties prenantes que les seuls metteurs en marché.
- * Ouvrir un chantier sur nos infrastructures et l'aménagement du territoire afin de les rendre compatibles pour une économie circulaire.
- * Créer un fonds réemploi pour la filière à Responsabilité Élargie du Producteur (REP) dédiée aux produits et matériaux de construction issus

du secteur du bâtiment qui est l'un des émetteurs principaux de déchets en France, afin de soutenir les solutions existantes et en développement de réemploi solidaire des matériaux du bâtiment ancrées dans les territoires.

- * Soutenir financièrement les structures du réemploi des emballages par des subventions de fonctionnement et/ou des prêts garantis par l'État.

3/ Opérer une transition énergétique basée sur l'efficacité énergétique du bâti et les énergies renouvelables, notamment citoyennes

- * Créer les conditions d'un débat démocratique sur l'avenir énergétique de la France, il est en effet essentiel que tous les citoyens puissent s'approprier ce sujet.
- * Engager un grand plan de rénovation énergétique des bâtiments en massifiant les aides à destination des ménages les plus précaires, en assurant le soutien de l'État aux pratiques d'auto-réhabilitation menées par les ménages eux-mêmes et pouvant être accompagnées par des structures de l'ESS au niveau local.
- * Appuyer le développement des projets d'énergies citoyennes et renouvelables, qui essaient depuis de nombreuses années en France et en Europe, en renforçant les mesures de soutien à ces projets : dispositifs de soutien économique dédiés à ce type de projets et permettant leur développement partout en France, mesures de simplification administrative, réduction des obstacles à l'investissement des collectivités dans les projets locaux d'énergie renouvelable.

4/ Positionner le vélo au cœur de la stratégie de mobilité durable

- * Création d'une maison du vélo ou atelier vélo pour 50000 habitants dans l'ensemble du territoire par un accompagnement des porteurs de projets.

- * Doubler le réseau cyclable français sur le quinquennat, le rendre attractif, continu et maillé en augmentant le budget d'investissement de l'Etat d'au moins 2,5 Mds€ sur 5 ans.
- * Rendre le forfait mobilité durable obligatoire pour les salariés du secteur privé, totalement cumulable avec le remboursement des transports en commun.
- * Favoriser l'intermodalité entre transports en commun et vélo avec la création de 200 000 places de stationnement sécurisé supplémentaires dans les gares et pôles de transports.
- * Encourager les dispositifs de co-voiturage et d'auto-partage.

5/ Développer les clauses environnementales de la commande publique

- * Faire respecter l'obligation de publication d'un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER).
- * Accélérer l'application des dispositifs introduits dans la loi Climat et résilience concernant les marchés publics à 2023 plutôt que 2026.
- * La France doit porter à l'échelle européenne un changement de paradigme sur les règles de marchés publics, permettant sur un certain nombre de sujets, et notamment la transition écologique, de réserver des parties de marchés aux entreprises de l'ESS via l'agrément ESUS.

Retrouvez l'ensemble des “FOCUS D'ESS FRANCE”



CRÉDIT PHOTOS

© p13 Etty Fidele • p24 Mael Balland • p34 Ryan Magsino

CONCEPTION GRAPHIQUE

CLEO
studio



www.ess-france.org



contact@ess-france.org



[@ESS_France](https://www.instagram.com/ESS_France)

Lors du congrès de l'ESS, ESS France a souhaité mettre un focus sur plusieurs défis auxquels nous sommes confrontés. Ces travaux, appuyés sur la conviction d'une ESS comme pilier du modèle démocratique et social républicain, ont permis de penser de nouveaux horizons de son développement et de ce qu'elle peut apporter pour orienter le progrès dans toutes ses dimensions.

Les livrets thématiques sont la traduction de cette volonté de capitalisation des travaux engagés. Ils rendent visible l'expertise et les possibilités offertes par l'ESS et permettent de faire émerger des leviers d'actions afin d'irriguer le débat public en période électorale mais également de fournir des objectifs de long terme, communs à toute l'ESS.